

## L'UE pourrait réduire son aide aux soldats burundais en Somalie

@rib News, 29/03/2016 â€“ Source Reuters L'Union européenne envisage de réduire ses financements au contingent burundais de la force de maintien de la paix en Somalie pour tenter de contraindre le président du Burundi, Pierre Nkurunziza, à ouvrir des discussions avec ses opposants, a-t-on appris de plusieurs sources diplomatiques. Le gouvernement Nkurunziza est jusqu'au présent resté insensible aux multiples pressions exercées par les pays occidentaux pour tenter de débloquer la situation politique à Bujumbura, où les tensions nées il y a un an menacent de dégénérer en guerre civile. [Photo : Des soldats burundais servant au sein de forces de la paix en Somalie.]

Plusieurs officiers de haut-rang de l'armée burundaise ont tenté en mai dernier de destituer Nkurunziza, dont la candidature à un troisième mandat était jugée inconstitutionnelle par une partie de l'opposition, mais ce coup d'Etat s'est soldé par un échec, le gros des troupes restant fidèle au président. Depuis, les violences au Burundi ont fait plus de 400 morts et 220.000 personnes, soit 2% de la population du pays, se sont réfugiées dans des pays voisins, comme le Rwanda. Le contingent burundais de l'Amisom, la force de maintien de la paix de l'Union africaine, rapporte 13 millions de dollars (11,6 millions d'euros) par an à l'Etat et 52 millions aux quelque 5.400 soldats qui le composent. Pour chaque soldat africain envoyé en Somalie, un Etat participant à l'Amisom reçoit 1.000 dollars par mois pour sa solde et les frais logistiques, une somme payée par un fonds alimenté par l'UE. Dans le cas du Burundi, l'Etat conserve 200 dollars et en reverse 800 aux soldats du contingent de l'Amisom. Ce financement pourrait donc être le talon d'Achille du gouvernement Nkurunziza. "Le soutien au contingent burundais de l'Amisom ne peut pas se poursuivre en l'état", a déclaré un diplomate européen. La suppression totale des financements fait partie des options mises à l'étude mais c'est la plus extrême et elle est improbable, a-t-il ajouté. Une telle décision obligerait en effet l'Union africaine, qui supervise les 22.000 soldats de l'Amisom, à trouver d'autres donateurs. Un deuxième diplomate européen a déclaré que les fonds versés par l'UE ne seraient plus transférés à l'Etat burundais et que les 20% cons jusqu'au présent par celui-ci seraient abandonnés. "En aucune manière nous ne continuerons à payer cela", a-t-il dit à Reuters, précisant que l'UE était en train de négocier avec l'UA pour élaborer un mécanisme permettant de contourner Bujumbura. Le 14 mars, arguant d'une situation "très préoccupante", l'UE a suspendu les financements directs à l'Etat burundais. Les aides d'urgence sont toutefois maintenues. Bruxelles réclame à Bujumbura des garanties sur la liberté de la presse et les droits de l'homme ainsi que l'ouverture de discussions de paix.